

---

**Annexe web 2:****Septième réunion des ministres de l'agriculture d'Asie centrale et Conférence internationale sur la sécurité alimentaire à Samarcande*****Septième réunion des ministres de l'agriculture d'Asie centrale***

1. La FAO organise des réunions des ministres de l'agriculture d'Asie centrale depuis mai 2020. La 7<sup>e</sup> réunion s'est tenue à Achgabat (Turkménistan) le 9 mars 2023, premier jour de la Conférence internationale sur le thème de la coopération en matière de sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique.
2. La réunion était axée sur les problèmes posés par le changement climatique en Asie centrale, région dans laquelle les pays doivent développer leur agriculture afin de lutter contre la pauvreté et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.
3. Le changement climatique a déjà des répercussions sur la sécurité alimentaire en raison de l'augmentation des températures, de la modification des régimes de précipitations et de la fréquence accrue de certains phénomènes extrêmes. On assiste à une évolution de la répartition des organismes nuisibles et des maladies, avec des conséquences négatives sur la production. Les risques de perturbation des systèmes alimentaires se font aussi de plus en plus pressants. Dans la région de l'Asie centrale, qui est déjà confrontée à un stress hydrique, la raréfaction croissante de l'eau constituera un défi majeur du point de vue de l'adaptation aux effets du changement climatique.
4. Afin de s'engager sur la voie d'un développement durable, il est essentiel de renforcer considérablement les mécanismes actuels de coopération régionale. Des institutions régionales devront être mises en place à cet effet.
5. Le processus de coopération régionale peut être soutenu par des programmes de coopération environnementale visant à faciliter, d'une part, la communication et la coopération entre les pays bénéficiaires face aux problèmes environnementaux transfrontières et, d'autre part, l'échange d'informations, de pratiques optimales et d'expériences entre les bénéficiaires et les membres de la FAO.
6. La FAO s'est déclarée prête à faciliter le dialogue multisectoriel et à soutenir la coopération entre les cinq pays d'Asie centrale, en leur donnant la possibilité d'échanger des connaissances et des enseignements tirés de l'expérience de leurs voisins qui sont confrontés à des difficultés similaires sur les plans environnemental et socioéconomique.
7. Les ministres ont réaffirmé la nécessité de trouver des solutions nouvelles et de les mettre en œuvre afin de créer des systèmes alimentaires écologiquement viables et adaptés au changement climatique, en ayant recours à des approches et à des mécanismes novateurs. Ils ont également exprimé leur volonté de mettre en pratique le concept d'interaction dans le domaine de la sécurité alimentaire.

***Conférence internationale sur la sécurité alimentaire à Samarcande***

8. La Conférence internationale sur la sécurité alimentaire s'est tenue à Samarcande (Ouzbékistan), du 7 au 8 septembre 2023.
  9. La Conférence a été organisée par le Gouvernement de l'Ouzbékistan avec l'appui technique de la FAO. Y ont participé plus d'une vingtaine de ministres et vice-ministres de l'agriculture d'Europe, d'Asie centrale et d'autres régions, ainsi que des représentants de haut niveau de partenaires de développement, de groupes régionaux et d'organismes des Nations Unies, de même que des experts d'organisations internationales et d'institutions financières.
  10. L'objectif était d'examiner l'état actuel de la sécurité alimentaire dans le monde et en Asie centrale, de réfléchir à certains des principaux problèmes liés aux systèmes agroalimentaires qui font obstacle à la réalisation du deuxième objectif de développement durable (ODD) et de tenter de trouver
-

des solutions à ces problèmes, en accordant une attention particulière aux difficultés rencontrées par les pays sans littoral.

11. Les participants ont analysé l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures nécessaires pour réaliser l'ODD 2 relatif à l'éradication de la faim, notamment des activités visant à éliminer la faim, à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et à mettre en place une agriculture durable d'ici 2030.

12. Ils ont été informés de la suite donnée aux décisions issues du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu à New York, en septembre 2021.

13. La FAO a apporté un appui technique dans le cadre de la Conférence en présentant le discours liminaire, qui portait sur l'action conjointe visant à promouvoir la transformation des systèmes alimentaires et à renforcer la sécurité alimentaire, et en organisant huit séances techniques qui se sont tenues au cours de l'après-midi de la première journée.

14. Les huit séances techniques, qui ont eu lieu simultanément, s'articulaient autour de plusieurs thèmes, notamment le renforcement de la durabilité des systèmes agroalimentaires dans les pays sans littoral, l'accès à une alimentation saine, les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire, les défis liés à la sécurité alimentaire et les solutions envisagées dans certains pays, le renforcement de l'égalité des genres dans les zones rurales, la promotion du commerce agroalimentaire (avec une attention particulière accordée aux pays sans littoral) ainsi que le développement agricole innovant et l'agriculture numérique.

15. Les participants à la Conférence internationale ont souligné qu'il était important que les pays et les organisations internationales et régionales mènent des actions conjointes afin d'assurer la sécurité alimentaire dans un contexte marqué par des incertitudes et des défis multiples, et se sont dits préoccupés par la situation de la sécurité alimentaire dans le monde.

16. La [Déclaration de Samarcande](#) a été publiée à l'issue de la Conférence internationale<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le texte intégral de la Déclaration de Samarcande figure à l'annexe 1.

**ANNEXE 1****Conférence internationale sur la sécurité alimentaire, Samarcande, 7-8 septembre 2023  
Déclaration**

Les ministres de l'agriculture des pays d'Eurasie et du Moyen-Orient, ainsi que des représentants de haut niveau de partenaires de développement, de groupes régionaux et d'organismes des Nations Unies, et des experts provenant d'organisations internationales, d'institutions financières et d'autres organismes, réunis à Samarcande les 7 et 8 septembre 2023 à l'occasion de la Conférence internationale sur la sécurité alimentaire organisée par le Gouvernement de l'Ouzbékistan, avec l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ont mené des débats fructueux sur les moyens d'assurer la sécurité alimentaire et:

1. ont souligné qu'il était important qu'une action conjointe soit menée par les pays et les organisations internationales et régionales afin d'assurer la sécurité alimentaire dans un contexte marqué par des incertitudes et des défis multiples;
2. se sont dits préoccupés par la situation de la sécurité alimentaire dans le monde, en particulier pour les populations qui sont déjà confrontées à l'insécurité alimentaire et qui n'ont pas accès à une alimentation saine, en notant que selon les prévisions actuelles, quelque 670 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030;
3. ont noté que la Conférence internationale était l'occasion de mener un dialogue aux niveaux régional et international, propice à l'élaboration de solutions à un grand nombre de problèmes touchant la sécurité alimentaire;
4. ont noté qu'il ne restait que sept ans pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ont décidé d'accélérer et d'intensifier leurs efforts communs pour atteindre progressivement les objectifs de développement durable;
5. ont pris acte de l'appel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à accélérer l'action pour la transformation des systèmes alimentaires, lancé dans le cadre du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, et en particulier des six domaines d'action qui y sont définis;
6. se sont engagés à mettre progressivement en œuvre dans le cadre de plans et de programmes d'action nationaux et régionaux une approche globale et intégrée des systèmes alimentaires, qui vise en priorité à nourrir une population en expansion selon des modalités qui contribuent à la nutrition, à la santé et au bien-être de chacun, permettent de restaurer et de protéger le milieu naturel, n'ont pas d'effet sur le climat et sont adaptées aux conditions locales;
7. ont souligné l'importance qu'il y avait à promouvoir une alimentation saine pour tous, en particulier pour les enfants et les adolescents, en mettant en œuvre des recommandations nutritionnelles fondées sur les systèmes alimentaires, en faisant en sorte que la protection sociale tienne compte de la nutrition et en veillant à ce que les enfants bénéficient de programmes complets d'alimentation scolaire;
8. se sont dits préoccupés par la menace croissante que fait peser le changement climatique sur la sécurité alimentaire en Asie centrale et dans le reste du monde;
9. ont fait valoir que les effets du changement climatique allaient au-delà des frontières nationales, notamment s'agissant de la dégradation des ressources en eau et en terres, et qu'il était donc impératif d'instaurer une coopération internationale pour réussir à les contrer;
10. ont souligné qu'il était important d'intégrer des mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans les programmes à moyen terme mis en place par les pays à l'appui d'une croissance inclusive;

11. sont convenus de la nécessité de promouvoir l'agriculture de la manière la plus respectueuse possible pour l'environnement, en soutenant la biodiversité et en utilisant au mieux les ressources en eau;
12. ont reconnu que l'agriculture dépendait fortement de la disponibilité d'une eau propre en quantité suffisante pour contribuer à la sécurité alimentaire, et qu'elle était le secteur le plus gourmand en eau dans le monde;
13. ont mis l'accent sur l'importance qu'il y avait à assurer une gestion, une gouvernance et une diplomatie efficaces dans le domaine de l'eau, afin d'optimiser l'utilisation de cette ressource limitée et de favoriser l'émergence d'une société et d'un environnement qui se portent mieux, non seulement en Asie centrale, mais aussi dans d'autres régions arides et semi-arides;
14. ont reconnu le potentiel de transformation que recèlent les technologies numériques et plus largement l'innovation dans le domaine des technologies agricoles en vue de relever le défi que représente la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients, durables et inclusifs;
15. ont reconnu le rôle des femmes et leur contribution aux systèmes agroalimentaires, et ont affirmé qu'il importait de donner aux femmes rurales davantage de moyens de contribuer à la transformation des systèmes agroalimentaires, au développement de moyens d'existence durables en milieu rural et à l'amélioration de la sécurité alimentaire;
16. ont souligné qu'il était important d'intégrer la science, l'éducation et la production pour accroître la qualité et l'efficacité du système de production agricole;
17. ont noté que les investissements dans la jeunesse et l'élargissement des débouchés offerts par le système industriel étaient d'une importance capitale pour le développement de la sécurité industrielle et de la nutrition;
18. ont réaffirmé la nécessité de soutenir les efforts déployés par les pouvoirs publics pour aider les foyers modestes et les familles à bénéficier d'un meilleur accès aux moyens de production, aux ressources naturelles et aux financements;
19. ont souligné le rôle important des institutions financières internationales et du développement social d'une économie technologique et agricole «verte»;
20. ont reconnu qu'il était nécessaire d'élaborer des approches, des mesures et des politiques permettant de remédier de manière efficace aux problèmes d'égalité des genres dans le contexte des systèmes agroalimentaires;
21. ont noté avec préoccupation les incertitudes croissantes quant aux perspectives à brève échéance du commerce agroalimentaire et de l'économie mondiale, notamment le ralentissement de la croissance économique, les effets des restrictions et obstacles au commerce sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau mondial, en particulier dans les pays en développement, l'inflation persistante, touchant surtout les aliments de base, les prix élevés du pétrole et le ralentissement de la croissance des échanges, y compris des échanges de produits agroalimentaires;
22. ont reconnu l'importance que revêt le commerce des produits agroalimentaires pour la sécurité alimentaire, en particulier dans le contexte des pays en développement sans littoral;
23. ont noté qu'il était important de trouver des solutions de remplacement face aux factures élevées des importations de produits alimentaires dans les pays en développement sans littoral, en investissant dans l'agriculture nationale et en encourageant la production et l'approvisionnement alimentaires au niveau local, tout en promouvant l'utilisation durable des ressources naturelles.
24. ont mis l'accent sur l'importance d'un accès libre aux engrais et d'une utilisation sans entrave de ces intrants afin d'assurer une production agroalimentaire durable et de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde, en particulier dans les pays en développement;

**25.** ont remercié le Gouvernement et le peuple de l'Ouzbékistan pour leur accueil chaleureux et l'appui généreux qu'ils ont apporté à la préparation et à l'organisation de la Conférence internationale sur la sécurité alimentaire, et ont renouvelé leur engagement à continuer d'œuvrer en faveur de la transformation des systèmes alimentaires et de la sécurité alimentaire dans le contexte du Programme 2030.